

10 septembre 2021

Original : Anglais

Programme hydrologique intergouvernemental

4^e session extraordinaire du Conseil intergouvernemental du PHI
(Paris, 29 septembre - 1^{er} octobre 2021)

LA FAMILLE DE L'EAU DE L'UNESCO

Résumé

Ce document fournit un bref compte rendu de la coopération du PHI avec la famille de l'eau de l'UNESCO, poursuivant la mise en œuvre du PHI-VIII et des objectifs stratégiques de l'UNESCO par le biais de ses centres de catégorie 2 (C2C) et de ses chaires liées à l'eau, ainsi que du Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP).

Le nombre de centres de catégorie 2 relatifs à l'eau placés sous l'égide de l'UNESCO n'a pas augmenté (36), tandis que le nombre de chaires relatives à l'eau est passé à 66 au cours de la période considérée. Plusieurs mesures ont été prises au sein du réseau des centres de catégorie 2 : la cessation des activités de HidroEx (Brésil), ICCE (Portugal) et ACGCWR (Afrique du Sud), le renouvellement de HTC-KL (Malaisie), RC-IRBM (Nigeria), RCWH (Soudan), ICHARM (Japon), CEHICA (République dominicaine) et IRTCUD (Serbie). L'APCE (Indonésie) est en attente de la signature de son accord de renouvellement. Deux nouveaux centres ont été approuvés lors de la 40^e Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2019 : le CERTS (Uruguay) et l'ICIReWaRD (France), pour lesquels les accords ont été signés dans les deux cas, ainsi que l'IRTCEs (Chine) et l'IMWBRA (Iran). Les consultations sur la poursuite de la CIH (Brésil et Paraguay) sont en cours. Les négociations ont repris pour le renouvellement du CAZALAC (Chili). La prorogation jusqu'au 31 décembre 2020 des accords pour le CWLPS (Royaume-Uni), l'ICWRGC (Allemagne) et l'ICWC (Suède), a été approuvée par la

209^e session du Conseil exécutif tenue en juillet 2020 et le renouvellement approuvé par la 210^e session du Conseil exécutif, et tous les accords de renouvellement signés en décembre 2020. Le renouvellement de l'ERCE (Pologne) a été approuvé par la 210^e session du Bureau exécutif et son accord a été signé le 7 juillet 2021. La Division des sciences de l'eau a continué à présider le groupe de travail intersectoriel de l'UNESCO sur les centres de catégorie 2, dont les travaux ont conduit à l'approbation de la nouvelle stratégie pour les instituts et centres de catégorie 2 (40 C/79) par la 40^e Conférence générale en novembre 2019.

Le document informe sur le progrès concernant les points suivants :

- 6.1. Statut et fonctionnement de la famille de l'eau de l'UNESCO
- 6.2. Actions spécifiques pour la gestion du réseau des centres de catégorie 2
- 6.3 Programme mondial d'évaluation des ressources en eau de l'UNESCO

Statut et fonctionnement de la famille UNESCO de l'eau (point 6.1 de l'ordre du jour)

1. L'UNESCO s'efforce de développer à la fois la base de connaissances scientifiques et les capacités pour aider les pays à gérer durablement leurs ressources en eau. Ceci est fait par le biais de sa Famille de l'eau, qui comprend le Programme hydrologique intergouvernemental (PHI), le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP), les centres de catégorie 2 placés sous l'égide de l'UNESCO, les chaires et les réseaux UNITWIN liés à l'eau, ainsi que les comités nationaux ou les points focaux du PHI. La famille de l'eau de l'UNESCO fonctionne comme un réseau mondial qui travaille ensemble pour mettre en œuvre les objectifs stratégiques de l'organisation et du PHI.

2. Le PHI compte actuellement sur un réseau de 36 centres liés à l'eau établis sous l'égide de l'UNESCO (instituts et centres de catégorie 2) qui contribuent à la mise en œuvre du PHI-VIII au niveau international, régional et national. Depuis la dernière 23^e session du Conseil du PHI en 2018, plusieurs mesures ont été prises dans le réseau : la 206^e session du Conseil exécutif en avril 2019 a été informée de la cessation des activités de HidroEx (Brésil) et la 209^e session du Conseil exécutif (juillet 2020) a été informée de la radiation de l'ICCE (Portugal) et de l'ACGCWR (Afrique du Sud). Plusieurs centres ont vu leur accord renouvelé : HTC-KL (Malaisie), signé le 6 mars 2019, RC-IRBM (Nigeria), signé le 12 mars 2019, RCWH (Soudan), signé le 21 janvier 2020, ICHARM (Japon), signé le 13 février 2020, IRTCES (Chine), signé le 24 juin 2020, IMWBRA (Iran), le 10 juillet 2020, CEHICA (République dominicaine), en août 2020 (signé par la DG de l'UNESCO et en attente de la signature de la contrepartie), IRTCUD (Serbie) le 28 septembre 2020, CWLPS (Royaume-Uni), ICWRCG (Allemagne) et ICWC (Suède) en décembre 2020. L'ERCE (Pologne) a vu son accord signé le 7 juillet 2021. APCE (Indonésie) a été renouvelé en tant que C2C par la 207^e session du Bureau exécutif en avril 2019 et est en attente de la signature de son accord de renouvellement. Deux nouveaux centres ont été approuvés par la 40^e Conférence générale de l'UNESCO en novembre 2019 : le CERTS (Uruguay), dont l'accord a été signé le 2 décembre 2019, et l'ICiReWaRD (France), dont l'accord a été signé en octobre 2020. Les consultations sur la poursuite du CIH (Brésil et Paraguay) sont en cours et devraient être communiquées par les deux gouvernements à l'UNESCO dans les prochains mois. Les négociations ont repris pour le projet d'accord de renouvellement du CAZALAC (Chili).

3. Le Secrétariat a continué à mettre à jour son tableau détaillé, présenté dans le document [IHP/IC-XXIV/Ref.3](#), qui informe sur la gouvernance et le statut opérationnel de tous les centres de catégorie 2. Cet exercice révèle maintenant une nette amélioration du statut de gouvernance des C2C liés à l'eau, avec un pourcentage de 78% de centres actuellement alignés avec la Stratégie UNESCO pour les C2Cs, à la date de rédaction de ce document :

Sur les 36 centres :

28 sont désormais pleinement conformes aux règles et règlements de l'UNESCO (75 %).

Pour le reste :

- 5 sont en attente de la signature de leur accord ;
- 1 est expiré, mais en cours de renouvellement ;
- 1 est expiré ;
- 1 est en attente de la décision de ses gouvernements hôtes.

Parmi ces centres, et au moment où ce rapport a été établi, un centre devrait signer l'accord de renouvellement dans les prochains mois (APCE, Indonésie).

4. La famille UNESCO de l'eau comprend actuellement 66 chaires UNESCO liées à l'eau et réseaux UNITWIN, 19 d'entre eux ont été créés entre 2018-2020 et six (6) sont en cours de création.

5. À l'occasion de la Conférence internationale de l'eau de l'UNESCO (13 et 14 mai 2019), la Division des sciences de l'eau a également organisé une réunion des C2C et des chaires le 14 mai 2019, rassemblant 24 participants, dont 12 chaires, 11 centres et WWAP, provenant de 21 pays. La réunion a été l'occasion de discuter du statut de la famille de l'eau de l'UNESCO, de son rôle, de la coopération avec le Secrétariat et les autres membres de la famille de l'eau. La réunion a mis en évidence les principaux succès de la famille de l'eau et a créé des synergies.

Actions spécifiques pour la gestion des centres de catégorie 2 (point 8.2 de l'ordre du jour)

6. SC/HYD a continué à présider le groupe de travail intersectoriel sur les C2C créé en juin 2017, et à travailler à l'amélioration du cadre de gestion des C2Cs. Le DDG a envoyé des lettres en mai 2019 aux fonctionnaires des États membres concernés, demandant des actions en vue de l'alignement de leurs C2C liés à l'eau avant le 9 septembre 2019. Cette demande a réactivé certains des processus et l'alignement du statut de certains Centres de l'eau mentionnés dans les paragraphes ci-dessus. Une révision complète de la base de données pour les centres de catégorie 2 de tous les secteurs de l'UNESCO, et l'amélioration des processus d'établissement de rapports, ont également été effectuées en utilisant l'expérience du réseau des C2C liés à l'eau.

7. Dans le document 206 EX/19 d'avril 2019, conformément à la décision 205 EX/12, le Directeur général a soumis au Conseil exécutif une proposition de révision de la " Stratégie globale intégrée révisée pour les instituts et centres de catégorie 2 placés sous l'égide de l'UNESCO (2013) ". Le document 206 EX/19 pour la révision de la stratégie de 2013 et le document [206 EX/19 INF](#) présentaient les principaux changements proposés, avec des références croisées aux recommandations et conclusions de l'audit d'IOS de 2017 ([IOS/AUD/2017/04.Rev](#)), ainsi qu'à d'autres références au sein de l'Organisation. Il fournissait

en outre quelques informations comparatives sur les pratiques dans le cadre de la stratégie de 2013.

8. La Stratégie pour les instituts et centres de catégorie 2 placés sous l'égide de l'UNESCO (document 40 C/79), ainsi que les accords types et les annexes qui lui sont associés, ont été finalement adoptés par la 207^e session du Conseil exécutif en octobre 2019 (207 EX/décision 14), et entérinés lors de la 40^e session de la Conférence générale en novembre 2019.

9. La stratégie 2019 (40 C/79) contient certaines exigences spécifiques :

- **Éligibilité des propositions** : Seules les institutions existantes dotées d'une personnalité juridique propre et d'une expérience d'excellence avérée d'au moins deux ans dans les domaines de compétence de l'UNESCO peuvent être proposées pour le statut C2C. Les activités des instituts et centres de catégorie 2 doivent avoir une portée internationale ou régionale et doivent contribuer aux agendas mondiaux.

- **Délai de soumission** : Les propositions pour l'établissement de nouveaux C2Cs ne peuvent être soumises à l'UNESCO que jusqu'au 31 mars de la première année de l'exercice biennal du C/5 de l'UNESCO (ce qui signifie, pour les prochains exercices biennaux : 31 mars 2022, 2024, etc.) Les études de faisabilité pour la création de nouveaux C2C doivent être terminées pour le 15 mars de la deuxième année de l'exercice biennal du C/5 (2023, 2025 etc.).

- **Accord et entrée en vigueur** : Un accord tripartite doit être conclu entre l'UNESCO, le ou les États membres concernés et l'institution. Autrement, en fonction des exigences juridiques des États membres, deux conventions bipartites peuvent être conclues. La durée standard des conventions pour les C2C est de huit ans.

- **Obligations financières annuelles** : Les nouveaux centres de catégorie 2 (ou le(s) État(s) membre(s) concerné(s)) verseront une contribution annuelle de 1 000 dollars des États-Unis au secteur de programme concerné pour aider à couvrir les coûts encourus par l'UNESCO dans l'administration et le suivi du programme des C2C. Les C2C situés dans les pays les moins avancés (PMA) sont exemptés de cette contribution.

- **Obligations de rapport annuel** : Tous les C2C doivent soumettre pour le 31 décembre de chaque année un rapport annuel sur leurs activités, en utilisant le format de rapport standard.

- **Création du Comité d'examen intersectoriel** : la nouvelle stratégie prévoit la création d'un Comité d'examen intersectoriel (CEI) chargé de recevoir, d'examiner et de formuler des recommandations à la direction générale sur les propositions des États membres concernant la désignation et le renouvellement des C2C. Le CEI sera composé d'un membre du personnel de l'UNESCO représentant chaque secteur de programme (Éducation [ED], Sciences naturelles [SC], Sciences sociales et humaines [SHS], Culture [CLT], Communication et information [CI]) et la Commission océanographique intergouvernementale (COI), et d'un représentant de chacun des organismes suivants : la Division Priorité Afrique, la Division Égalité des sexes, le Bureau de la planification stratégique (BSP), l'Office des normes internationales et des affaires juridiques (LA), le Service d'évaluation et d'audit (IOS) et le CAB. Ces agents font office de points focaux et de représentants de leurs secteurs et bureaux et sont désignés par l'ADG et le DIR de leur secteur respectif, pour la durée de l'exercice biennal du C/5.

- **Cadre des instituts et centres de catégorie 2** : Le cadre de la collaboration avec les C2C a été créé au niveau des organes directeurs de l'UNESCO. Il convient de rappeler le contexte de la révision de la stratégie pour les C2C : leur nombre a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie. En dépit de leur

potentiel, cette expansion rapide a parfois entraîné de graves conséquences sur les ressources et la réputation de l'organisation. Ces implications ont été reconnues dans de nombreux rapports, notamment ceux des services de contrôle interne de l'UNESCO (IOS), de l'évaluation externe indépendante (IEE) de l'UNESCO et du Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO (BSP). Le rapport d'IOS intitulé "Review of the Management Framework for UNESCO Category 2 Institutes/Centres" (Examen du cadre de gestion des instituts et centres de catégorie 2 de l'UNESCO) a formulé plusieurs recommandations de changements, portant sur la stratégie, la gestion et le contrôle de la qualité. Il a été décidé de réformer le système des C2C afin d'améliorer la capacité du réseau à contribuer aux priorités de l'UNESCO.

- **Processus de désignation des C2C sous l'égide de l'UNESCO** : Cet effort implique que tous les secteurs et services de l'UNESCO sont responsables, au sein du Comité d'examen intersectoriel, de s'assurer que les C2C proposés contribueront à la mise en œuvre des priorités, des programmes et des agendas de développement mondial de l'UNESCO pendant une période définie, par le biais de la coopération internationale et régionale, de la recherche, de la production de connaissances, des conseils en matière de politiques et du renforcement des capacités.

- **Rôle programmatique/conseil du PHI** : La stratégie ne prévoit pas de rôle décisionnel pour les organes intergouvernementaux tels que le PHI, mais prévoit un rôle pour le Secrétariat de l'UNESCO et un pouvoir de décision pour le Conseil exécutif et/ou la Conférence générale. Les propositions de création et de renouvellement de centres seront donc soigneusement sélectionnées par le Comité d'examen intersectoriel, le Secrétariat de l'UNESCO, le Conseil exécutif et la Conférence générale. À cet égard, le rôle du Comité d'examen intersectoriel sera déterminant.

Programme mondial d'évaluation des ressources en eau (point 6.3 de l'ordre du jour)

10. Le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR) est l'une des publications les plus visibles de l'UNESCO et une source d'informations sur l'eau douce qui fait autorité. La production du Rapport est coordonnée par le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau de l'UNESCO. Le gouvernement italien est le principal donateur qui finance le programme depuis 2007.

WWDR2019 "Ne laisser personne de côté" :

11. Le rapport 2019 axé sur le thème " Ne laisser personne de côté " a été publié le 19 mars 2019 au Conseil des droits de l'homme à Genève. Le WWDR2019 marque la 10^e édition de la série depuis 2003. Lors de l'événement de lancement, Son Altesse Royale la Princesse Sumaya, envoyée spéciale de l'UNESCO pour la science au service de la paix, a prononcé un discours au nom du directeur général de l'UNESCO. M. Leo Heller, rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement, a participé à l'événement en tant que panéliste.

12. Le 22 mars 2019, le WWAP a organisé une session d'information pour les délégations permanentes et les observateurs au siège de l'UNESCO. L'introduction de M. Firmin Edouard Matoko, sous-directeur général pour la priorité Afrique et les relations extérieures (ADG/PAX), a été suivie des discours des représentants permanents de l'Italie, du Soudan et du Bangladesh soulignant l'importance de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les plans de développement nationaux, ainsi que pour l'ensemble de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Jusqu'en juin 2019, plus de 40 événements, axés sur le WWDR 2019 ont eu lieu dans toutes les régions, et parmi d'autres au siège de l'ONU à New York, au Parlement européen à Bruxelles et au campus de l'UNU à Tokyo. Ces événements complémentaires (dont la liste est disponible sur <https://en.unesco.org/themes/water->

security/wwap/wwdr/2019) ont été organisés par l'UNESCO et les bureaux extérieurs de l'ONU, ainsi que par les partenaires nationaux en collaboration avec le WWAP. Le nombre de téléchargements du WWDR 2019 a atteint plus de 81 000 au cours de la période allant de mars 2019 à mai 2020.

13. Le WWAP promeut l'approche multilingue de l'UNESCO à travers le WWDR. Le Rapport a été lancé en parallèle en anglais, français et espagnol. Le résumé exécutif du WWDR 2019 a été préparé en 11 langues (6 langues de l'ONU ainsi que l'hindi, l'allemand, l'italien, le coréen et le portugais). Le China Water and Power Publishing & Media Group a terminé l'édition chinoise du WWDR 2018 (Nature based solutions for water) en mars 2020 et celle du WWDR 2019 en juin 2021. Le WWAP, avec le soutien financier de la Fondation Prince bin Abdulaziz Al-Saud du Royaume d'Arabie saoudite, a également produit la traduction arabe du WWDR 2017 et du WWDR 2018, publiés respectivement en octobre 2018 lors de la Semaine internationale de l'eau du Caire et en mars 2019, lors de la cinquième Semaine arabe de l'eau en Jordanie. Grâce au partenariat entre la Fondation Univerde et l'UNESCO, et à la collaboration avec l'Institut italien d'études des politiques environnementales et Utilitalia, le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (WWDR) 2019 est également disponible en italien. Tele Ambiente a diffusé un programme télévisé de deux heures présentant le Rapport et en faisant la pièce maîtresse de la discussion.

WWDR2020 "Eau et changement climatique" :

14. En raison du COVID19, les éditions anglaise et française du WWDR 2020 « Eau et changement climatique » ont été lancées en ligne le 22 mars 2020 avec des messages vidéo du Directeur général de l'UNESCO et du Président de l'ONU-Eau. Près de 40 activités prévues par divers bureaux hors Siège de l'UNESCO et partenaires nationaux ont été annulées en raison de la pandémie.

15. Les bureaux de l'UNESCO à Almaty, au Caire, à Jakarta, à Montevideo, à Nairobi et à Venise ont largement contribué à la diffusion du rapport en organisant des webinaires nationaux et régionaux auxquels le WWAP a participé en présentant les principales conclusions du rapport et en répondant aux questions. Au total, 10 webinaires réunissant plus de 800 participants ont été organisés.

16. Au cours de la période de mars à mai, le rapport 2020 a été consulté et téléchargé près de 30 000 fois. Ce chiffre est nettement supérieur aux statistiques du WWDR 2019 et du WWDR 2018 pour la même période en 2019 et 2018, respectivement.

17. La vidéo promotionnelle du WWDR 2020 a été visionnée plus de 26 000 fois jusqu'en juin 2021 (<https://youtu.be/WOjJtD6H8EI>). La deuxième vidéo (<https://youtu.be/S21Ho5nF4PA>) présentant certaines des conclusions du rapport est disponible avec des sous-titres dans 8 langues différentes et a été visionnée plus de 11 000 fois.

18. Le Rapport a également bénéficié d'une bonne visibilité dans les médias d'information. L'analyse effectuée par le DPI a montré que des agences de presse réputées, telles que The Guardian, Rai News 24, Le Monde et Reuters, ont publié des articles faisant référence au WWDR 2020.

19. Le WWDR 2020 est traduit en espagnol grâce à l'ANEAS (Association nationale des entreprises d'eau et d'assainissement) du Mexique et à ses membres. La Banque interaméricaine de développement (BID) a soutenu l'impression et la distribution régionale du Rapport. Le webinaire dédié au lancement du WWDR 2020 espagnol a eu lieu lors de la Journée mondiale de lutte contre la désertification et la sécheresse (17 juin 2020).

20. L'édition arabe du WWDR 2020 est préparée avec le soutien financier de la Fondation Prince bin Abdulaziz Al-Saud du Royaume d'Arabie Saoudite et a été mise en ligne le 15 mars 2021.

21. L'édition italienne du rapport a été lancée par la Fondation Univerde en juin 2021 lors d'un événement soutenu par le WWAP. Le programme a été diffusé en direct sur Facebook (avec 36 000 vues) et à la télévision (TeleAmbiente).

22. Le résumé exécutif du WWDR 2020 est disponible en 11 langues en version papier et en format pdf, ainsi qu'en fichier audio en anglais, arabe, espagnol, français et italien.

WWDR2021 "Valorisation de l'eau"

23. L'édition 2021 du rapport (l'original anglais et les traductions française et italienne) a été lancée à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 2021, lors d'un événement en ligne organisé par la FAO au nom de l'ONU-Eau. Le WWAP a aidé la FAO à développer le segment de haut niveau du programme. Pas moins de 1 300 participants de toutes les régions se sont connectés à l'événement.

24. L'édition italienne du rapport a été lancée le même jour lors d'un événement organisé par la Fondation Univerde, co-éditrice. L'événement a été vu sur Facebook par plus de 26 000 personnes.

25. Sur les 13 chapitres du rapport, le WWAP a dirigé cinq chapitres et en a codirigé trois. Le PHI était responsable du chapitre sur les valeurs socioculturelles de l'eau.

26. En août 2021, plus de 40 événements (hybrides et en ligne) ont été organisés dans le monde entier pour présenter les principales conclusions du WWDR 2021.

27. L'analyse des médias a montré que le WWDR 2021 a été couvert par des médias de premier plan tels que The Guardian, Le Monde, Thompson-Reuters, Les Echos et la Tribune de Genève. En tout, plus de 400 et jusqu'à 1 500 articles ont été publiés sur le Rapport 2021.

28. L'Association nationale des entreprises d'eau et d'assainissement du Mexique (ANEAS) a traduit et présenté le WWDR 2021 en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Commission nationale des ressources en eau du Mexique (CONAGUA).

29. La traduction arabe du WWDR 2021 est terminée et sa mise en page sera finalisée d'ici la fin du mois de septembre. Le Rapport sera lancé lors d'un événement de haut niveau dans le cadre de la Semaine de l'eau du Caire en octobre 2021.

30. Le résumé exécutif du WWDR 2021 est disponible en 11 langues. Les enregistrements audio du résumé sont accessibles en arabe, anglais, français, italien et espagnol sur le site web du WWAP.

WWDR2022 "Eaux souterraines"

31. La préparation du contenu de l'édition 2022 du WWDR a commencé en février 2021 et se poursuit actuellement. Le WWAP et le PHI dirigent/co-dirigent/contribuent à plusieurs chapitres. Le rapport sera lancé à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, lors du 9^e Forum mondial de l'eau à Dakar, au Sénégal.

WWDR2023 "Accélérer le changement grâce aux partenariats et à la coopération".

32. UN Water SPM a accepté la proposition du WWAP « Accélérer le changement grâce aux partenariats et à la coopération » comme thème de la Journée mondiale de l'eau 2023. Le lancement de la Journée mondiale de l'eau 2023 coïncidera avec l'examen à mi-parcours de la Décennie d'action pour l'eau et la Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023.

Activités de renforcement des capacités liées au WWDR

33. Le secrétariat du WWAP a préparé des manuels de formation en anglais et en arabe pour le WWDR 2017, le WWDR 2018 et le WWDR 2020. Les deux premiers ont été utilisés pour la formation au niveau national au Caire (co-organisée les 10-11 octobre 2018 avec le Bureau régional de l'UNESCO pour les sciences dans les États arabes) et à Beyrouth (organisée les 7-8 octobre 2019, en collaboration avec le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation dans les États arabes). La formation organisée à Tunis (16-17 mars 2020) axée sur le WWDR 2018 a été annulée en raison de la pandémie de COVID19. Le WWAP et le Bureau de l'UNESCO au Caire ont organisé une formation régionale en ligne en arabe sur le WWDR 2020 les 15, 16, 18 et 24 mars 2021 « L'eau et le changement climatique » au cours de laquelle l'édition arabe du Rapport a été lancée. 70 stagiaires de 17 pays (Algérie, Egypte, Jordanie, Irak, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Palestine, Qatar, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Tunisie, EAU et Yémen) ont suivi les cours en ligne. Les formations dans la région arabe sont financées par la Fondation Prince bin Abdulaziz Al-Saud du Royaume d'Arabie Saoudite.

Boîte à outils (Toolkit) sur l'eau et le genre

34. L'élaboration de politiques de l'eau sensibles au genre est cruciale au vu des engagements mondiaux en faveur de l'égalité des sexes inscrits dans l'Agenda 2030 pour le développement durable. Conformément à la stratégie de l'UNESCO en matière de genre, le WWAP a développé en 2015 la toute première méthodologie, et 40 indicateurs sensibles au genre pour collecter et analyser les données sur l'eau ventilées par sexe pour les évaluations à l'échelle nationale, régionale et mondiale, et pour le suivi des progrès dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). En mai 2019, le WWAP a lancé la 2^e édition du Toolkit sur les données sur l'eau ventilées par sexe lors de la Conférence internationale sur l'eau de l'UNESCO. Le Toolkit 2019 du WWAP comprend 105 indicateurs tenant compte du genre, qui concernent non seulement l'ODD 5 (genre) et l'ODD 6 (eau et assainissement), mais aussi les liens avec les autres ODD. Cette édition complète comprend la méthodologie mise à jour ainsi que des directives et des questionnaires pour la collecte de données par le biais d'enquêtes sur le terrain et d'études documentaires. Elle vise à combler le manque d'informations sur l'eau et le genre, qui constitue actuellement un obstacle majeur à la production de preuves scientifiques de l'inégalité entre les sexes, et elle est conçue pour aider les décideurs à adopter des politiques de l'eau fondées sur des données qui peuvent transformer les inégalités entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'eau. Le WWAP a également développé un programme complémentaire de développement des capacités sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans la gestion et la gouvernance de l'eau. Il se concentre particulièrement sur la collecte et l'utilisation de données sur l'eau ventilées par sexe pour l'analyse des politiques, ainsi que sur des actions concrètes pour l'intégration du genre dans la politique de l'eau et sa mise en œuvre. La formation se compose de sept macro-modules interactifs et permet aux professionnels d'acquérir des connaissances sur les questions liées à l'intégration et à l'analyse du genre dans le domaine de l'eau. Elle est actuellement disponible en anglais et en espagnol, l'arabe et le français étant à venir.

Activités de développement des capacités du Toolkit Eau et Genre

35. Le WWAP a appliqué la boîte à outils dans son travail de terrain en Amérique latine,

en Afrique et en Asie centrale, dans le cadre de la composante « genre » du projet « Gouvernance des ressources en eaux souterraines dans les aquifères transfrontaliers » (GGRETA) mis en œuvre par la Division des sciences de l'eau de l'UNESCO (PHI). En outre, avec le Fonds mondial pour la nature (WWF), il dirige les activités liées au genre dans le cadre du projet International Waters Learning Exchange and Resources Network (IW:LEARN), financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), afin de diffuser son expérience en matière d'indicateurs et de données ventilés par sexe dans la gestion et la gouvernance des ressources en eau dans le portefeuille International Waters (IW) du FEM. Les indicateurs du WWAP relatifs à l'eau et au genre ont également été mis en œuvre de manière autonome par des pays d'Amérique latine, sous la supervision du WWAP de l'UNESCO. Des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Asie du Pacifique ont soumis des demandes pour mettre également en pratique la boîte à outils du WWAP.

36. Au cours de la période 2020-2021, le WWAP a organisé 6 webinaires (386 personnes : 146 hommes, 239 femmes et 1 anonyme) ; 10 ateliers/formations (417 personnes : 160 hommes et 257 femmes) touchant un nombre total de 56 pays, comme suit : Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Botswana, Brésil, Cambodge, Cameroun, Canada, Chine, Colombie, Égypte, Équateur, El Salvador, France, Fidji, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hong Kong, Inde, Indonésie, Italie, RDP LAO, Liberia, Malaisie, Monténégro, Maroc, Myanmar, Namibie, (les) Pays-Bas, Nigeria, Pakistan, Philippines, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Corée du Sud, Sud Soudan, Espagne, Sri Lanka, Suriname, Suède, Thaïlande, Timor-Leste, Tunisie, (le) Royaume-Uni, (les) États-Unis d'Amérique, Ouzbékistan, Venezuela, Vietnam, Zimbabwe.

37. En 2020, l'UNESCO WWAP a lancé un programme régional de développement des capacités sur le thème « Eau, climat et genre : de meilleures données pour de meilleures stratégies d'adaptation ». Il s'agit d'un programme de formation semestriel (2020-2022), qui est actuellement mis en œuvre en Amérique centrale et du Sud, dans les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique et en Afrique de l'Ouest. Le prochain cycle biennal inclura les États arabes, les PEID des Caraïbes et l'Asie centrale. Le programme s'adresse aux fonctionnaires de niveau intermédiaire et supérieur des services gouvernementaux chargés de l'eau et de l'environnement.

38. Les efforts entrepris par le WWAP ont contribué à renforcer les capacités d'un large éventail de parties prenantes (représentants d'institutions gouvernementales, d'organisations régionales, d'universités et d'instituts de recherche, de la société civile, d'ONG, des Nations unies, etc.

Action de plaidoyer sur l'eau et le genre

39. Le WWAP dirige une coalition multipartite pour l'initiative d'appel à l'action (CfA) à grande échelle : « Accélérer l'égalité des sexes dans le domaine de l'eau : combler le manque de données et développer des actions concrètes ». L'initiative a été présentée aux délégations permanentes et aux observateurs de l'UNESCO en juillet 2021 par le biais d'une session d'information en ligne. Le lancement mondial de l'initiative CfA a été suivi en août 2021 lors de la Semaine mondiale de l'eau de Stockholm, avec des messages de soutien de la part de représentants de haut niveau de 11 États membres. L'initiative CfA vise à identifier et à mettre en œuvre des bonnes pratiques et des actions concrètes pour faire progresser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans le domaine de l'eau. En outre, l'appel vise à obtenir une déclaration commune de nombreuses parties prenantes, notamment des agences des Nations unies, des ONG, des organisations régionales, des universités, la société civile et des États membres favorables à l'initiative. L'initiative doit culminer en 2030, coïncidant avec la date d'achèvement de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Deux étapes importantes seront : i) la conférence des Nations unies sur l'examen à mi-parcours de la Décennie d'action pour l'eau en 2023, et ii) la fin de la Décennie internationale de l'eau 2018-

2028.

Rapport de synthèse sur les ODD6 :

40. Le WWAP a coordonné le groupe de travail ONU-Eau qui a produit le rapport de synthèse sur les ODD 6, lancé en 2018. Un dialogue public sur le rapport a été finalisé au début de 2019. Afin de continuer à promouvoir le rôle critique de l'eau pour la réalisation de l'Agenda 2030, le WWAP, en collaboration avec plusieurs partenaires, notamment les hydrologues régionaux du PHI des bureaux de Montevideo, de Nairobi et du Caire et le groupe d'experts de l'ONU-Eau sur l'Agenda 2030, a produit des documents d'orientation pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes et la région arabe sur le rôle de l'eau dans la réalisation des ODD 4, 8, 10, 13, 16 et 17, qui ont été examinés lors de la réunion du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF) en juillet 2019.